

OFFICE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE  
ET TECHNIQUE OUTRE-MER  
47, bld des Invalides  
PARIS VII°

COTE DE CLASSEMENT N° 2393

SOCIOLOGIE - ETHNOLOGIE

DEUXIEME RAPPORT D'ENQUETE SUR LE TRAVAIL AU MOYEN CONGO

par

A. HAUSER

INSTITUT D'ETUDES  
CENTRAFRICAINES

—  
BRAZZAVILLE  
—

Section de Sociologie.-

André HAUSER

DEUXIEME RAPPORT D'ENQUETE  
sur le travail au Moyen Congo

-;#;#;#;#;-

Pages

I - Un centre du Palmier à Huile	
A - L'IRHO	----- 1
B - La Plantation-pilote	----- 13
C - Les Plantations familiales	--14
II - Un centre de l'Hévéa	----- 17
III - Un centre minier d'or et de tantale	---18
IV - Deux S.I.P.	-----22

**- DEUXIEME RAPPORT D'ENQUETE -**  
**sur le travail au Moyen Congo**

---

**I - Un centre du palmier à huile**

**A - L'IRHO**

En 1942 fut créée dans le district de Sibiti (Niari) une station expérimentale du Palmier à Huile sur un plateau recouvert d'une forêt primaire à une dizaine de Km au Sud du poste. En 1946 cette station, qui dépendait jusqu'alors de la direction de l'Agriculture de l'A.E.F. devint l'une des stations de l'Institut de Recherches des Huiles et Oléagineux (IRHO), qui est un organisme d'Etat dont le siège est à Paris. La recherche y est faite dans des limites économiques, orientée en vue de la production. Il s'agit de sélectionner les palmiers produisant le plus d'huile et de procéder à des expériences culturales et agronomiques pour déterminer les manières qui conviennent le mieux à ce pays et permettant une certaine mécanisation.

X

X

X

**La Station :**

La concession de Sibiti est de 3.000 ha, la surface actuellement plantée de 300, ce qui représente de 36 à 40.000 palmiers. Le personnel se compose de huit européens, trente sept cadres africains et six cent trente six travailleurs journaliers (Janvier 1952; moyenne des présents de la première quinzaine).

La station comprend un centre où se trouvent les bureaux, les laboratoires de sélections et de phytopathologie, les ateliers de bois, fer, mécanique, les garages, les magasins, l'économat. Les cases des européens sont à proximité, le camp des africains dit village du centre un peu plus éloigné est divisé en deux : encadrement et travailleurs journaliers avec entre les deux l'école, le dispensaire, la cantine, la factorerie, le marché couvert. Les germoirs et la pépinière sont proches du centre. Deux blocs de plantations en sont à quelques Km au Sud-Est :

..../...

- pépinière et extensions d'une part  
- essais de mécanisation d'autre part  
avec un camp de travailleurs entre les deux, trois autres blocs s'étendent jusqu'à quelques Km à l'Est :

- plantation du plateau (deux blocs juxtaposés)  
- plantation de la vallée (un bloc)  
avec un camp de travailleurs entre les deux plantations habité par la majeure partie des équipes d'entretien.

Il y a aussi une piste d'aviation, un fermat (bovins, porcs, volailles) une briqueterie, une carrière de sable, un stade, une petite huilerie.

X

X X

### La Plantation :

La vie d'un palmier débute au geroir où la germination des grains est activée artificiellement en chambre chaude ou dans une fosse de végétaux en fermentation : la graine y germe en quelques semaines, placée dans une caisse remplie de charbon de bois; elle est alors plantée dans un pot de feuilles de banane en prépépinière paillée (contre soleil et pluie) de manière à laisser émerger la jeune pousse. Quand celle-ci est suffisamment développée elle est transportée en pépinière également paillée et au sol parsemé de rafles (épis) où elle prend peu à peu l'aspect d'un jeune palmier qui est alors transplanté dans une motte de terre au lieu de son futur développement. C'est ainsi que la plantation de la station s'étend sans cesse, on abat des pans de forêt, on arrache les souches et on les range ainsi que les arbres abattus en de longues lignes parallèles dites <sup>en dains</sup> arrières à l'aide d'un tracteur lourd. On plante dans chaque intervalle deux rangées de palmiers et il reste au milieu un espace suffisant pour circuler (à camion; on y sème de la puraria, plante de recouvrement qui envahit peu à peu tout le terrain et empêche les autres végétaux de se développer. Cependant il est nécessaire de débroussailler de temps à autre alentour des jeunes palmiers.

..../....

Chaque arbre est suivi à partir d'un certain âge et de sa filière.

La technique d'implantation décrite ci-dessus est une mise au point faite par la station dans le sens d'une mécanisation partielle de l'entretien et de la cueillette, ce qui permettra une économie de main d'œuvre.

En pré-pépinière et en pépinière il est nécessaire d'arroser fréquemment en saison sèche; en pépinière il y a lieu aussi de projeter un liquide anti-cryptogamique de temps à autre sur les feuilles enfin la plantation doit être passée au D.D.T. plusieurs fois par an à cause des chenilles.

Les premières plantations commencent à donner des régimes qu'on récolte et qu'un agent de la C.F.H.B.C. traite sur place à l'aide d'une presse à main. L'IRHO va monter une huilerie dont une société privée aura la gérance et qui traitera toute la production du district.

X

X

X

### L'Organisation :

Le personnel européen comprend : le directeur, délégué de l'IRHO en A.E.F., le directeur adjoint, les chefs de service de la sélection, de l'entretien, de l'extension, l'assistant au centre, un mécanicien et un phytopathologiste qui s'occupe aussi d'autres stations, tous contractuels (deux ans et 4 mois <sup>de congé</sup> à 70%) sauf le directeur qui est fonctionnaire du service de l'Agriculture détaché. Quatre d'entre eux sont ingénieurs de l'Ecole de Grignon.

Les cadres africains se répartissent en :

- Plantations {
  - sept agents de culture (dont deux Dahoméens venant d'une station de l'IRHO au Dahomey)
  - trois chefs de chantier
  - quatre moniteurs
  - trois auxiliaires
- Ateliers : {
  - deux maîtres-ouvriers (menuiserie - charpente)
  - trois mécaniciens (dont deux Dahoméens)
  - quatre chauffeurs

- ( - un comptable (en réalité agent de culture )
- un aide-comptable
- trois dactylographes
- Bureaux : - un pointeur
- un magasinier
- un infirmier
- trois chefs de camp
- dent : -quatorze fonctionnaires
- cinq contractuels
- dix-huit non contractuels

La main d'oeuvre journalière se compose de neuf équipes au total :

- pes au stg, large :

Entretien 2 équipes	-	{ 77 88
Extension	-	71
Pépinière	-	66
Atelier	-	III
Construction	-	71
Divers	-	77
Enfants du centre	-	40
Enfants de la pépinière		35

*Horaires du Travail :*

Plantation : travail à la tâche correspondant théoriquement à une journée unique de 7 h à 15 h. En fait un peu moins.

Centre : 7 h à 12 h et 14 h à 17 h.

La station a établi des barèmes de tâches et de travaux à forfait, dits à la prime, qui permettent de contrôler si les tâches ont été bien tenues et d'établir des prix de revient. Chaque fois qu'on ouvre une parcelle on fait une fiche d'ouverture. Le programme de développement peut être ainsi prévu avec précision dans chaque budget sous réserve des augmentations de salaire ou autres en son cours d'exercice. Le budget actuel est de l'ordre de vingt six millions dont dix-huit de fonctionnement.

Le travail d'abattage exige une main d'oeuvre qualifiée car il doit être orienté Nord-Sud dans la mesure du possible à cause des plantations rectilignes. Le tracteur lourd a d'autant moins d'opérations à effectuer que plus d'arbres ont été abattus

dans l'alignement. Il n'y a pas d'européen sur le chantier d'abattage, les équipes y sont homogènes et les chefs d'équipe et le chef de chantier désignés par les hommes. Les bûcherons sont des Bakota pour la plupart, les tâches de 4 ha à 30 hommes en 4 jours.

Les travaux d'extension, d'entretien ou d'expérimentation se font sous direction de deux agents européens qui distribuent les tâches aux agents de culture africains et chefs de chantier lesquels les répartissent entre les équipes de quinze hommes encadrées par un capita. Des moniteurs et auxiliaires assistent les agents dans l'exécution.

Les ateliers de bois et fer sont dans la moyenne de ce que l'on voit en ce pays, c'est-à-dire que la sécurité y est insuffisante, les machines guère protégées. Cependant un quart des ouvriers sont assurés. L'agent européen assistant au centre distribue les tâches aux ateliers de bois et fer, au chantier de construction. Deux maîtres ouvriers les répartissent entre les hommes et veillent à l'exécution. Il y a un magasin de prêt au jour le jour pour les outils courants.

L'atelier de mécanique est en train de s'équiper convenablement. Il a à sa tête un mécanicien européen. La station possède de quatre voitures légères, trois camions et un tracteur lourd.

Le chef de service de la sélection procède à des hybridations; il dirige aussi l'expérimentation : comportement du palmier en fonction du sol, des engrais, de la topographie, du plan d'eau, de la préparation du terrain, de l'entretien, des plantes de couverture, du climat. Il s'occupe encore du garron et de la prépipière, assisté d'un moniteur. Enfin il visite une fois par an une plantation qui dépend de l'IRHO dans la région du Kouillon, à Niara dirigée par un conducteur de travaux d'ailleurs africain.

Le directeur supervise le service de sélection et expérimentation d'arachides de la S.M.A. (Société de Mécanisation Agricole) à Loudima (Niari), station d'une société mixte.

X

X

X



La main d'oeuvre :

Répartition des travailleurs journaliers par groupes ethniques :

Baladi	162	(district de Sibiti)
Bayaka	139	
Babembe	108	
Bakota	66	
Bateke	62	
Babinga	59	
Batsangui	3	
Bansabi	3	
Bacongo	1	
Babouissi	1	
Baloumbou	1	
Boulbé	1	

La forêt qui fait peu à peu place aux plantations de la station était considérée comme inviolable par les autochtones Bayaka à cause de sa proximité de l'ancien village du chef de cette tribu. Le directeur de la station leva ~~est~~ interdit au cours d'un relevé qui l'orienta sur un acajou sacré, ce qui lui conféra le droit de débrousser, c'est-à-dire qu'il peut dès lors avoir de la main d'oeuvre. De là le nom de lieu dit Grand Bois (Motti Monene)

Le recrutement est local, il n'y a pas d'agents recruteurs à l'extérieur et les quelques travailleurs qui viennent d'autres districts le font d'eux-mêmes, par leurs propres moyens.

La majorité des travailleurs sont jeunes (de vingt à trente ans); dans les débuts la station employait surtout des hommes un peu plus âgés.

Le nombre moyen journalier annuel de travailleurs présents a diminué depuis le début :

Août 1946	:	600
1946	:	549
1947	:	586
1948	:	497
1949	:	472
1950	:	430
1951	:	429 (sur 558 inscrits)

En Janvier 1952 il y a 636 travailleurs dont 59 Babinga et 75 enfants qui ne sont vraisemblablement pas compris dans les tableaux précédents, ce qui donne sans ceux le nombre de 502, relativement élevé car au début de l'année il y a des gens qui s'embauchent pour un certain temps afin de pouvoir payer l'impôt. Chaque travailleur a une carte d'identité et une de travail.

Il n'y a évidemment pas de sélection, la station n'ayant personne en trop, toutefois l'effectif est à peu près suffisant, sans à la pépinière.

La formation se fait à la station, sauf pour les cadres africains de l'agriculture qui sortent d'écoles.

Les Babinga s'éduquent peu à peu, mais très lentement depuis deux ans qu'on les emploie : aucun d'eux qui sait encore manier autre chose qu'une machette (à part deux qui sont passés par Brazzaville et se sont assimilés aux Noirs) Ils ont leur propre capita qui dépend d'un capita noir faisant partie d'un groupe ethnique sans Babinga, c'est-à-dire non Bayaka. Leur tâche consiste uniquement à débroussaier des plantations, elle est comparable à celle des enfants. En saison sèche il n'y en a pas : tous sont à la chasse.

Il n'y a pas de main d'oeuvre féminine. Les deux équipes d'enfants sont employées l'une à des travaux de débroussaier au centre, l'autre à la pépinière. Ils ont des tâches assez légères.

Les cadres africains ont quelques bons éléments.

Il semble que les agents soient tous à la hauteur de leur tâche et qu'il règne une bonne entente entre eux, ce qui est loin d'être une règle générale dans les entreprises de brousse. Le fait qu'ils ont conscience de travailler en commun au sein d'une organisation de recherches qui doit contribuer au développement des pays y est pour quelque chose.

## La Rémunération .-

La main d'oeuvre journalière est payée chaque mois sur la base du nombre de jours de travail. Le salaire journalier va de 36 frs (manoeuvres) à <sup>de m. catégor.</sup> 64.81.96 manoeuvre spécialisé, capita. Il s'y ajoute :

- une prime d'assiduité de 3 frs par jour si le travailleur a eu au moins vingt jours de présence dans le mois ;
- une prime d'ancienneté de 2 frs par jour à partir de deux ans de service ;
- une prime à la tâche, c'est-à-dire au travail supplémentaire effectué en plus de la tâche donnée pour la journée, (abattage, casiers de latérite, pelotes de sisal etc...), qui va de 100 à 300 frs par semaine;
- une prime de technicité de 5 à 10 frs par jour pour les manoeuvres spécialisés.

Les heures supplémentaires sont payées 1,6 fois les heures normales de travail.

Le salaire de base est fixé pour une tâche minimum. Si celle-ci ne peut être remplie le travailleur passe à la catégorie au dessous - s'il y en a une. La journée où la tâche n'est pas remplie n'est pas payée sauf si elle est complétée le lendemain en plus de la tâche du jour.

La prime d'assiduité a un heureux effet sur l'absentéisme : 90% des hommes font de 22 à 23 jours par mois. Mais comme ils ne travaillent pas tout le mois ils ne touchent pas l'allocation familiale mensuelle de 100 Frs par enfant, qui est ainsi en fait une prime d'assiduité intégrale.

Les Babinga et les enfants, étant donné leur tâche réduite, ont un salaire journalier de base de 24 Frs ou 27 Frs.

Les cadres africains sont au mois, ils touchent (à part les chefs de camp) de 3.200 Frs (aide-comptable) à 13.500 Frs (agent de culture). Ils ont une prime ou rendement qui est de 500 Frs par mois - acquise pratiquement par tous - une indemnité de bicyclette de 300 Frs, une d'habillement, une allocation familiale mensuelle de 350 Frs par enfant, une gratification de fin d'année qui équivaut à peu près à une mensualité, comme c'est aussi le cas des

agents européens, dont le traitement va de 35.000 à 45.000 Frs.

La paie se fait entre le 27 et le 30 du mois, qui est arrêté au 25. Chaque européen fait la paie de son secteur. Au milieu du mois un acompte est versé, correspondant à peu près à ce que le travailleur a gagné, ce qui fait que la paie est en fait bimensuelle.

X

X

X

### Les Camps.-

Les travailleurs vivent dans des camps qui sont de vrais villages avec des chefs, dans des cases en d'été à toit des tuiles de bambou ou de chaume à raison de deux familles par case ou quatre célibataires. Chaque case a cinq pièces dont une centrale. Une case de manoeuvre valait 14.000 Frs en 1947, maintenant 60.000 Frs. Une case de capita est plus grande, elle valait 24.000 Frs en 1948. Chaque capita a droit à une demi-case seulement.

Le camp d'encadrement est composé de cases couvertes de tôle avec cuisine en dur; coût 140.000 Frs, dont 60.000 de tôles. Chaque case appartient à un seul ménage. L'emplacement est moins propre que celui des manoeuvres car il est difficile de faire nettoyer les alentours aux cadres, qui n'en sont pas encore à prendre des jardiniers à leurs frais.

Les cases européennes sont toutes confortablement équipées.

Il existe auprès du camp du centre un emplacement couvert pour le marché hebdomadaire (samedi après midi) au manioc (5 Frs le bâton de 700 g.) aux bananes (5 Frs la main de cinq). Une avance est faite par la station le samedi matin et récupérée le lundi avec décompte à l'appui :

- 3.000 Frs à chaque chef de camp, représentant des manoeuvres
- 3.000 Frs au représentant des cadres
- 500 - au représentant des boys.

Une factorerie de la C.F.H.B.C. est ouverte au centre. Ses prix sont, paraît-il, contrôlés. Un économat fonctionne tous les deux jours après 15 h. pour le poisson (morue de France à 125 F. le Kg.) l'huile de palme à 30 Frs le litre; le riz à 40 Frs le Kg.

(peu consommé). La station fait venir de Delisie en plus du ravitaillement pour les européens 20 Kgs de viande pour les cadres africains. Mais les possibilités de ravitaillement en protéines des manoeuvres sont bien minimes en égard à leur pouvoir d'achat.

Il y a une cantine au centre avec un restaurateur officiel qui en a la gérance. Il vend du café sucré le matin (5 F.) et un plat de viande ou de poisson ou (20 F.) de 15 h. à la nuit avec du manioc ou du pain (10 F. la baguette). Il a une vingtaine de clients. Le centre a cinq autres restaurateurs, les autres camps un chacun.

Les femmes ont des zones de plantation où elles font leur manioc qu'elles vendent en partie aux célibataires.

Les Babinga allaient encore récemment dès la paie à la factorerie sous la conduite des chefs de camp (non Bayaka) car ils ne connaissent guère la valeur de l'argent; ils doivent certainement laisser une partie de leur salaire en espèces ou sous une autre forme à leurs patrons traditionnels Bayaka. Ils habitent dans des campements à eux, à quelques Km de la plantation.

Les cadres n'ont pas beaucoup d'enfants, dix ménages ont 19 enfants, dont 1 avec 7 (2 ~~ménages~~ femmes). Parmi les travailleurs journaliers de l'INHO originaires du district et travaillant à la station depuis moins de 15 ans on compte 159 hommes mariés et 151 célibataires, parmi <sup>y avait</sup> ceux depuis plus de 5 ans on compte 99 hommes mariés et 15 célibataires.

Il y a un dispensaire au centre depuis 1944, avec 2 infirmiers dont un du service de santé - et deux matrones. Les médicaments sont fournis par le service de santé. On compte un tiers des consultants pour l'INHO et deux tiers pour les villages alentour et l'école d'agriculture; Il y a de 800 à 1.000 consultants par mois et le double de consultations; le dispensaire a une salle d'hospitalisation; les matrones font de 8 à 10 accouchements par mois mais la plupart des femmes vont accoucher dans leur village d'origine. La station donne une couverture à la naissance, *ou plutôt un demi jour qu'il sera bien*

L'école est une école de l'administration (cours élémentaire et préparatoire, avec deux moniteurs). Le bâtiment a été construit par la station.

Le stade sert de terrain à une équipe de football. Il y a des séances sporadiques de cinéma, des fêtes organisées par la station.

Chaque travailleur a un livret de permission; tous les ans il a droit à un congé non payé de quinze jours, au cours de la saison sèche, plus un second de cinq jours pour brûler ce qu'il a débroussaillé de forêt au cours du premier.

Les chefs de camps touchent de 1.600 à 2.400 Francs par mois. Leur rôle consiste à faire la police du camp, assistés d'une "police", de villages <sup>à sa</sup> propriété et de régler les palabres entre les travailleurs du même groupe ethnique. C'est pourquoi l'un des chefs de camp est Bayaka (au centre) l'autre Baladi, le troisième Baketa. Il y a aussi un chef coutumier Babembe.

Ces chefs sont reconnus par l'administration comme chefs coutumiers et placés sous l'autorité de <sup>du chef de</sup> chefs de tribu. Les palabres <sup>intertribaux</sup> sont réglés par les chefs ensemble, sinon au poste

X

X

X

Après dix ans de recherches et d'effort soutenu la station de l'INHO de Sibiti est maintenant parvenue à déterminer des conditions rationnelles d'implantation en regard au pays et telles que l'entretien et la cueillette peuvent se prêter à une certaine mécanisation. La sélection des graines semble être suffisamment au point pour que la station puisse en distribuer à diverses plantations d'A.E.F.

Mais il reste qu'un certain nombre de palmiers meurent au bout de quelques années et l'on n'est pas encore parvenu à en déterminer la raison.

L'organisation de la station est bien supérieure à la moyenne des entreprises du pays et les conditions de vie des travailleurs sont plus satisfaisantes que presque partout <sup>qu'</sup>ailleurs pour autant que le permettent les salaires <sup>bas</sup> des manoeuvres.

L'école territoriale d'agriculture de Sibiti est une enclave dans la concession de l'INHO. Elle est dirigée par un ingénieur adjoint assisté de deux européens, conducteurs de travaux et institutrice et de deux africains, instituteur et moniteur. Il y a un

Centre d'apprentissage agricole de 2 ans, avec 30 élèves en 2 promotions et l'école territoriale d'agriculture proprement dite, dont le stage dure 2 ans, avec 12 à 15 élèves en 2 promotions. Le budget est de 2.500.000. L'école pêche par le recrutement car la direction de l'enseignement organise le concours en commun avec les autres écoles professionnelles de l'Etat et ceux qui ont les plus fortes moyennes vont aux écoles des villes.

B - LA PLANTATION - PILOTE

En même temps que la station de l'IRHO a été créée dans le district de Sibiti une plantation-pilote à Baddouhou, à une vingtaine de Km à l'Est du poste. La concession est de 1954 ha dont 1000 sont plantables et 450 plantés. La plantation appartient au territoire du Moyen-Congo. Le directeur, ingénieur adjoint du service de l'agriculture, est chef du service de la colonisation de Sibiti. Il a un adjoint, conducteur de travaux. L'encadrement africain se compose de 3 agents de culture, 3 moniteurs, 4 auxiliaires. La main d'oeuvre journalière est de l'ordre de 500 à 550. Le budget est de 8 millions. Le matériel roulant en état consiste en 2 camions et une jeep. Les cadres ont des cases en dur, les manoeuvres en bois (coût 2.000 Frs). Les conditions de travail et de vie sont à peu près celles de l'IRHO, les salaires sont identiques, les primes aussi. Il ne pourrait guère en être autrement sinon la main d'oeuvre passerait à la station.

La plantation reçoit des graines de l'IRHO et fournit de jeunes palmiers aux planteurs individuels et aux plantations familiales du district.



C - LES PLANTATIONS FAMILIALES

En 1945 il fut décidé par le service de l'agriculture de créer des plantations collectives dans le district de Sibiti qui appartient à un ou plusieurs villages, un certain nombre de rangées à chaque famille. On fit défricher et planter assez facilement à l'aide de primes mais quand il s'agit d'entretenir, le travail n'étant plus forcé en 1946 et les hommes étant ensemble propriétaires des plantations, rien ne fut fait et un bon nombre de palmiers moururent étouffés. Il fallut se résoudre à payer les propriétaires pour qu'ils consistent à travailler sur ce qu'en leur avait dit <sup>sur</sup> leurs propres plantations. Tous les trois mois environ un conducteur de travaux du service de l'agriculture qui dépend du directeur du service de la colonisation de Sibiti et est assisté de quatre moniteurs fait nettoyer les palmeraies par tous les hommes des villages à qui elles appartiennent. Le nombre des passages est insuffisant en saison des pluies, mais il ne peut y en avoir davantage, étant donné le nombre et l'importance des plantations. Vingt hommes nettoient 4 ha en 4 jours; ils sont payés sur la base de 27 Frs par jour. La durée du travail va de 4 à 15 jours selon l'importance <sup>et l'étendue</sup> de la plantation et le nombre d'homme. Un homme qui travaille la moitié du temps de passage de l'agent européen touche 29 Frs par jour et 31 Frs s'il a travaillé jusqu'à la fin. Tous les hommes valides des villages intéressés travaillent ensemble à toutes les rangées indépendamment des appropriations familiales. Les chefs de village servent de capita les chefs de terre de capita-chef; les femmes font les pistes et demandent évidemment à se faire payer. Il n'est jusqu'à ceux qui tombent malades au cours du travail qui ne voudraient être payés sans travailler jusqu'à la fin du travail des autres.

Les plantations sont actuellement au nombre de 12 avec un total 424 ha

- route de Mouyendzi	(	Idoubi	75 ha	Baladi - Bayaka
- près de poste	)	Dingui	30 -	Bayaka
- route de Kemene	(	Moutembo	30 -	Bakota - Bayaka
	)	Maloundou	26 -	Bayaka - Bakota
- route de Zanaga	(	Bikié	47 -	Baladi
	)	Kikamba	30 -	Bayaka
	{	Zarni	60 -	Bakota
à route de Loudina		Kidiba	44 -	Bakota - Bayaka

- route de Loudina (suite) { Mobilangemo 66 ha Bayaka - Bakota  
                                  } Kouanga I 4 - Bayaka  
                                  } Kouanga II 12 - Bakougni

Les plantations de la route de Loudina sont supérieures aux autres pour avoir été faites en 1945 et entretenues au départ. Du manioc a été planté à Kouanga et a empêché le développement des herbes si bien que les jeunes palmiers n'ont pas trop souffert. Une plantation a été abandonnée à cause des éléphants sur la route de Kouyendai (Mingouli) une autre parce que presque tous les palmiers sont morts (Oyali); une enfin a été détruite par le feu (Napinda) Mais presque partout il a fallu remplacer un nombre plus ou moins grand de jeunes palmiers morts, ce qui a coûté fort cher. Le régime actuel devra durer encore trois ou quatre ans jusqu'à ce que les palmiers puissent passer d'entretien et arrêtent la végétation par leur ombrage. C'est le territoire qui en fait les frais.

L'insuccès actuel relatif de cet essai de création d'un paysannat des petites propriétés sur la base d'une culture riche tient à plusieurs causes mais avant tout à une méconnaissance profonde de la psychologie de l'indigène au départ. Il ne saurait être question pour lui de travailler, même seulement de temps à autre, plusieurs années de suite, sans profit immédiat ou presque. Les palmiers ne commencent à donner des régimes qu'au bout de 4 à 5 ans, le noir ne vivant qu'au jour le jour, ne sachant si à l'époque des premières récoltes il sera encore vivant et se souciant peu des biens qu'il transmettra à ses enfants, il est évident que la tentative ne pouvait aboutir par simple persuasion. Le travail forcé étant aboli, il a fallu se résoudre à la rémunération. D'autre part les noirs ne sont pas persuadés qu'il s'agit bien de leurs plantations, même maintenant qu'on le leur répète depuis un certain nombre d'années. Il y a le précédent du café qui fut planté en 1934 et détruit sur ordre faute de débouché pendant la guerre. Enfin il ne faut pas oublier que l'on a affaire en ce pays à des groupes ethniques en mauvais état démographique et social traditionnel sauf en un certain mesure les Baladi et dont deux surtout, les Bakota et les Bateke, sont à considérer comme en voie de disparition.

Rares sont ceux qui, comme le chef de terre Baladi, considèrent le salaire comme une avance sur la vente du produit et qui sera remboursée. Pour presque tous c'est un aide du gouvernement qui doit durer indéfiniment et ils s'imaginent que celui-ci est en fin de compte gagné sur eux et réclament un salaire plus élevé. Il y a des hommes qui veulent vendre leur plantation mais les chefs s'y opposent malgré tout. Certains voudraient racheter la part des autres et devenir des planteurs individuels dont il y a d'ailleurs une dizaine dans le district, avec des palmeraies de 500 à 1.350 pieds. Cela ne veut pas dire qu'ils n'attendent rien du gouvernement du territoire et ils sont les premiers à demander un aide pécuniaire de 50.000 Frs pour pouvoir payer leurs manœuvres; seulement ils admettent explicitement qu'il doit s'agir d'une avance. Ils ne comptent d'ailleurs plus sur leurs conseillers représentatifs pour l'obtenir, bien que l'un d'eux soit planteur des palmiers dans le district, mais il n'a <sup>chance d'y obtenir</sup> ~~pas~~ de prêt qu'à titre personnel.

Maintenant que les palmiers commencent à donner des régimes, les gens sont assez hésitants sur le comportement qu'ils doivent adopter, celui d'un propriétaire ou celui d'un salarié. D'une part ils laissent des régimes sur place, <sup>attendant</sup> que le chef de district les fasse prendre, d'autre part ils en extraient un peu d'huile et quelques palmistes qu'ils vendent aux marchés mêlés aux produits de cueillette des palmeraies naturelles. Des mesures s'imposent évidemment à cet égard et le mieux serait d'organiser la vente en retenant un pourcentage pour le territoire dont le budget n'est plus guère en état de faire des avances à fonds perdus.

Dans quelques années ces indigènes seront devenus des paysans de petits propriétaires malgré eux, leur niveau de vie s'élèvera, la production du pays aussi et en fin de compte personne ne dira que l'essai a été un échec. La leçon à en tirer dès maintenant est que l'on ne peut agir sur l'africain de ce pays, du moins pris, à l'état adulte, que par des moyens détournés qui lui montrent son intérêt immédiat. Il ne saurait être question de l'éduquer et ce ne peut être qu'indépendamment de sa volonté qu'on l'amènera à certaines transformations dans sa condition. C'est faute d'une étude préalable des réactions probables des indigènes de Sibiti qu'on s'est exposé à des mécomptes.

II - Un centre de l'Hévéa

1947

Dans le district de Komono a été créée en 1947 la plantation-pilote fédérale d'Hévéas de mbila à une vingtaine de Km à l'Est du poste. La concession de 1970 ha, 415 à 435 sont plantés, 20 préparés (Janv. 1952). La plantation est dirigée par un seul agent européen, conducteur de travaux du service de l'agriculture, qui en dispose actuellement d'ancien véhicule. Les cadres africains comprennent 6 moniteurs, dont 5 auxiliaires. La main d'œuvre journalier se compose de 250 manoeuvres. Le budget est de 5.000.000. La plantation est viable économiquement, les arbres poussent convenablement, il y a peu de maladies. Seul le problème de la main d'œuvre est une gêne réelle à son développement et à la création de l'usine de traitement du latex (coût 25.000.000) Il faudrait en effet 10 fois plus de manoeuvres qu'il n'y en a pour qu'il ait une plantation de 1.400 ha et que l'usine puisse travailler à un rendement convenable. Il y a 400 arbres à l'ha, un manoeuvre s'en occupe de 200, étant il en faut 2 à l'ha. Pour 1.000 ha il faut d'autre part 1.000 manoeuvres tous les matins à la soignée (gouge ou cardang). Un arbre jeune est à soigner un jour sur deux et la plantation va bientôt commencer à produire. La main d'œuvre est mi-Bakota, mi-Batake plus vingtaine Babinga depuis trois mois, avec un capita Bakota. Le manque d'économat est une des causes de son manque d'assiduité. La factorerie C.C.S.O. n'a rien à vendre. Tout le monde va faire ses achats au poste. Il y a d'autre part pénurie de viande à acheter sur place. Enfin les habitants de Komono passent pour particulièrement difficiles à manier sans moyens de contrainte. Aucun européen n'a jamais pu s'établir dans le district. C'est avant de installer la plantation d'hévéas qu'il avait fallu s'enquérir des possibilités de la main d'œuvre et de sa mentalité; c'est maintenant trop tard et la plantation semble vouée à l'abandon - ou à une vente à des dupes.

(Wirri)

Dans le Nord du district de Mossendjo, à 100 Km du poste (Mossendjo) à 700 m d'altitude en forêt, en pays Bazabi, existe à Kayoko depuis 1941 l'exploitation d'or de M. Avoine qui est maintenant une Société Anonyme d'or et de tantale, métal exploité depuis 1944 et qui semble appelé à un grand développement dans la construction aéronautique (moteurs à réaction). La production d'or est de 6,5 Zg par mois, (moyenne 1,35g/m<sup>3</sup>) de tantale de 5 à 6 tonnes par an (colombo-tantalite). L'exploitation a un centre avec bureaux et ateliers et 3 camps, de 10 à 20 Km du centre. Il y a aussi un petit chantier forestier pour la consommation intérieure. Le personnel européen comprend un patron et six agents : deux chefs de camp (l'un de deux camps), un mécanicien diéseliste, un chef scieur et menuisier, un prospecteur, un comptable secrétaire. Les cadres africains sont une vingtaine, les manoeuvres 550 (en saison sèche 200 de moins), les trois quarts Bazabi mais on mélange les équipes de façon à créer des antagonismes classiques, toujours utiles dans une mine d'or.

L'exploitation se fait dans des flôts assez larges. Elle n'est pas mécanisée car les engins actuels, tels que le bulldozer et le trommel-jig sont inutilisables dans les conditions ambiantes. Elle pourrait être développée s'il y avait plus de main d'oeuvre : en saison des pluies il faut beaucoup de préparation du plat : débroussaillage, dessouchage, digues. Les caisses sont alimentées par une circulation d'eau en circuit fermé assurée par 3 Pompes Diesel qui ont un débit de 200 m<sup>3</sup>/h. Le problème de l'eau est ainsi résolu partout toute l'année. Il y a aussi 5 moto-pompes Bernard pour des caisses isolées. On compte une équipe de 10 hommes et un capita par caisse, un capita-chef pour 4 à 5 caisses. Le chemin de roulage est en bois et l'on pousse une brouette pendant 50 m environ jusqu'à la caisse. Ce système est supérieur à celui des wagonnets, le chargement en est moins pénible car il se fait à très faible hauteur. La pose de chemin est aisée. Les hommes qui sont à l'extraction repoussent devant eux un remblai au fur et à mesure de l'avance de façon à assécher leur emplacement à l'aide d'un seau ou d'une batée. Les caisses sont assez longues de façon à laisser déposer la colombo-tantalite, plus légère que l'or et dont les alluvions sont ensuite éliminées dans

une laverie spéciale à proximité, consistant en tapis que l'on plonge dans une cuve.

La tâche est d'1 m<sup>3</sup> par homme-par jour. Le travail commence en général vers 7 h. mais il n'y a pas vraiment d'horaire; chaque capitaine chef décide avec ses hommes du début du travail et il arrive qu'en saison de chasse on travaille de nuit quand il y a clair de lune.

Chaque camp est autonome, il n'y a pas de fiche ~~pour~~ pointage à l'appel sur le chantier, sur le livre de paie, en présence de l'agent européen, qui sabauche et fait la paie lui-même; il marque les tâches pour la semaine et contrôle le cubage.

X

X X

Au centre se trouvent : un bureau, un atelier de mécanique (tour, perceuse, étan-limeur, lapidaire, affûteuse soudeur électrique, une forge, un atelier de bois (Scies alternatives, à ruban, combiné, toupe, déligneuse). L'installation est comparable à ce que l'on peut voir de plus moderne en Europe; il y a un dispositif de protection auprès de chaque machine et tous les ouvriers sont assurés. La force est donnée par un moteur Diesel de 60 CV; il y en a un autre de 10 CV pour la lumière. Le matériel roulant consiste en 8 camions dont un avec benne, une camionnette, une jeep, un caterpillar D4 (chantier forestier). L'horaire des Services Généraux va de 7 h. à 12 h. et de 2 h. à 5 h.

Chaque camp a sa menuiserie.

X

X X

La paie se fait tous les 15 du mois qui est arrêtée à sa fin normale; comme il y a une ration, le salaire de base n'est que de 27 francs par un manoeuvre et 32 pour un capitaine. La prime d'assiduité est de 2 Frs par jour; presque tous la touchent car ils font le mois complet ils touchent donc aussi la prime de 100 Frs par enfant. Un malade reconnu est payé pendant sa maladie et touche ses primes. Dans les camps il y a une prime à la naissance de l'ordre de 200 Frs à 300 Frs. Un capitaine-chef touche 1.800 Frs par mois, plus la ration.

Une vingtaine d'enfants sont employés pour les courriers à 15 ou 18 Frs par jour, plus la ration, dans les camps surtout. Il y avait jadis une trentaine de Habinga à l'un des camps mais ils ont parti quand on a changé d'agent.

La ration consiste en 40 Kg de manioc, 1 Kg de poisson, parfois de la viande, de l'huile de palme. Le manioc est en surabondance et traîne partout car on achète aux indigènes tout ce qu'ils veulent vendre. Dans chaque camp il y a des chasseurs payés à la pièce pour le ravitaillement européen et africain. Il y a aussi des pêcheurs pour les européens.

On ne fait jamais à l'avance.

X

X X

Les cases sont faites par les indigènes eux-mêmes avec des écorces d'arbre, là où ils veulent. Ils ont huit jours payés à cet effet. De même chacun fait ses plantations à son gré. On n'interfère pas avec la vie des noirs, aucun palabre n'est réglé, on a institué à cet effet un tribunal pour l'exploitation avec le chef de tribu Banzabi, les vieux cadres et manœuvres qui se réunit chaque fois que besoin est.

Il y a un économat central et un par camp en gérance contrôlée; c'est un européen qui s'en occupe.

Il y a une infirmerie centrale avec une pièce pour les femmes et une par camp.

L'école est assurée par la mission protestante et subventionnée par l'exploitation.

Les anciens travailleurs ont un congé payé de 15 jours par an. On leur paie l'impôt. Pour les autres l'impôt est payé directement à l'administration par l'intéressé. On donne un laissez-passer à ceux qui le demandent, cela les invite à revenir. Les Banzabi sont assez terriens et n'ont pas encore tendance à fuir émigrer vers les centres urbains ni même les pays non Banzabi ou proches ethniquement.

La police est assurée par quelques hommes qui circulent partout. Il n'y a guère de fuite dor, pense-t-on.

X

X X

La souplesse de l'organisation du travail et la liberté dans les camps dénotent une connaissance profonde de la mentalité africaine et une mise en pratique efficace de l'utilisation de cette connaissance. On laisse un plus grand nombre possible aux d'initiatives aux noirs pourvu que l'exploitation n'en pâtisse pas, et l'expérience prouve qu'elle n'en pâtit pas. Tout le monde s'en trouve mieux, le noir vit à sa guise en dehors de son travail, le blanc a autant de soucis en moins et l'éducation des travailleurs, l'élévation de leur niveau de vie se font peu à peu aussi bien qu'ailleurs.



IV - DEUX S.I.P. -

Les SIP (Sociétés Indigènes de Prévoyance) sont des groupements fondés sur le principe de la mutualité, visant à organiser les producteurs africains de façon à leur permettre de retirer le meilleur bénéfice de leur travail et de faire face à leurs besoins principaux. Elles ont été créées en 1937 et réorganisées en 1940 et 1946. Il y en a une en principe par district. Elle est administrée par un Conseil d'Administration qui comprend :

- le président (chef de district)
- le vice-président (membre africain élu par les membres du conseil)
- des membres appartenant à la population européenne du district
- 6 à 12 membres africains élus pour 4 ans par l'Assemblée Générale.

L'assemblée générale représente l'ensemble des Sociétaires. Elle se compose du conseil d'administration et de 30 à 50 délégués africains élus pour 4 ans par les diverses collectivités ethniques, politiques et professionnelles suivant les coutumes locales. Au chef-lieu de chaque territoire fonctionne une commission inter-districts centrale de surveillance, chargée de contrôler le fonctionnement des S.I.P.

Les principales ressources des sociétés sont des cotisations payées chaque année par leurs membres, les taux en sont pourtant faibles : de 10 à 30 Frs en 1950. 10% en est rattaché en Fonds Commun des S.I.P. à la caisse fédérale pour couvrir ses dépenses de fonctionnement et lui permettre de venir en aide aux sociétés nécessiteuses, aide en crédit et matériel nécessaire à la production et au petit équipement rural.

X

X X

La SIP de Kossendjo (Niari) a été créée le 1er Juillet 1946 avec 19.000 Frs; actuellement son capital est de 11.454.165 Francs sans compter 2 bâtiments à 9.000 Frs, 1 à 19.000 Frs, 1 à 27.000 Frs une porcherie à 277.000 Frs, des cases à 8.000 Frs, à 94.000 Frs, 95.000 Frs, 147.000 Frs, un garage à 265.000 Frs, du matériel pour 683.000 Frs, 4 véhicules dont 2 neufs. La rizerie et son moteur

*Le diff.*

reviennent à 1 Fr après amortissement. <sup>v</sup> d'affaire est de 69.600.000 Fr (1951). On ristourne une partie des bénéfices aux artisans et l'on fournit des médicaments au dispensaire. Le district de Nossandjo compte 29.070 habitants. Le chef de district a développé le paddy en rizière inondée : 786 T en 1949, non consommés par la population et en partie remplacés par le pounga (fibre sauvage) actuellement à cause des méventes dues à la concurrence du riz indochinois, moins cher mais de qualité inférieure (brisures).

Il y a eu en 1950 297 T de pounga; une baisse en Automne 1951 de la production a été due au chef de district qui voulait lutter contre le monopole de fait de la Sokico, laquelle tentait baisser ses prix. Ils remontent maintenant.

En 1951 le district a fait 346 T de palmistes et en 1950 36 T d'arachides, surtout chez les Banzabi du Nord du district à cause du transport, le paddy n'étant plus rentable.

A Komono, (Niari) district de 12.654 habitants il y a une production annuelle 253 T de palmistes, 173 T d'huile, 151 T de pounga, 6,5 T de café et 33 T d'arachides. La SIP possède au poste un atelier ~~acier~~ fer, un atelier bois qui fait des meubles pour tout le Niari, un atelier de mécanique, une huilerie. La case de passage est tenue par la SIP, tout comme celle de Nossandjo.

x

x

x

Le chef de district doit être un industriel, un commerçant, voir un économiste autant qu'un administrateur. Il doit suivre les fluctuations mondiales des produits, développer ceux susceptibles d'un bon rendement et d'un prix de revient avantageux, régularisant les transactions en se portant acquéreur des produits en cas d'offre notablement insuffisante des acheteurs. C'est d'autant plus facile dans le Niari qu'il y a tous les mois marchés avec adjudications. Ainsi peut se développer un pays sous la direction de fonctionnaires de commandement qui savent imposer leurs vues à leurs administrés. Et la production profite aussi aux habitants dont le niveau de vie s'accroît sous forme de vêtements, de bicyclettes, d'ustensiles divers pour citer que les objets manufacturés qui offrent un réel intérêt pour les Africains.